

Lettre ouverte à Mme Vallaud-Belkacem, Ministre de l'Éducation Nationale

De l'autre côté du périphérique...

***À Bobigny, parents et enseignants ne veulent plus, pour leurs enfants, d'une école au rabais.
Ils organisent, ce mardi 5 mai, une opération « école déserte »,
dans tous les établissements scolaires de la ville, de la maternelle au lycée.***

Madame la ministre,

Ouvrez les yeux, tendez l'oreille !

Regardez, nous sommes-là... oui... ici... en bas... à côté de vous, mais tout en bas, juste de l'autre côté du périphérique. Vous ne nous voyez pas ? Vous ne nous entendez pas ?

Depuis des mois, pourtant, nous tirons la sonnette d'alarme, mais vos services font la sourde oreille. **Alors, nous allons crier plus fort.**

Nous ne sommes pas des citoyens de seconde zone : nous exigeons le respect.

Nous demandons à être traités avec empathie, c'est cela la fraternité !

Nous demandons les mêmes droits pour tous les enfants de France, c'est cela l'égalité !

Dans le contexte de « l'après Charlie » et dix ans après les émeutes de 2005 qui ont tant ému l'opinion, nous voulons vous placer, Madame la Ministre, face à votre responsabilité historique vis-à-vis des populations des territoires en souffrance, fragilisées par la crise et menacées de ghettoïsation. Votre gouvernement ne peut pas prétendre combattre « l'apartheid social » tout en confinant les enfants des quartiers populaires **dans des établissements scolaires qui s'apparentent, de plus en plus, à des écoles low-cost**. Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que les classes moyennes soient gagnées par le « sauve qui peut » ! Rien d'étonnant non-plus à ce que certains habitants de nos banlieues se sentent abandonnés, méprisés, déclassés. Aujourd'hui, la cohésion nationale est menacée et il est urgent, Mme la Ministre, de passer enfin des incantations aux actes, sous peine de mettre en péril le pacte républicain.

En mars dernier, au cours d'un meeting à Saint-Ouen, vous avez dénoncé les gouvernements de droite qui, sous la présidence de M. Sarkozy, « ont supprimé plus de postes d'enseignants dans les quartiers populaires, là où les parents ne faisaient pas suffisamment entendre leur voix ». Nous partageons votre analyse, et nous ajoutons que, **maintenant que la gauche est au pouvoir, c'est toujours sur le dos des élèves les plus fragiles que l'Éducation Nationale fait des économies.**

Au cours dudit meeting, vous avez par ailleurs déclaré : « *comme ministre de l'éducation nationale, je veux faire réussir en particulier les enfants des familles populaires dont je sais qu'ils rencontrent des difficultés plus importantes* ». Si le souci de l'égalité des chances est réellement au cœur de vos préoccupations, vous devez de toute urgence, Madame la Ministre, donner aux enseignants qui exercent leur mission chez nous, en Seine-Saint-Denis, les moyens qu'ils réclament avec insistance.

Il faut donner aux enseignants les moyens de faire du bon travail, et non pas de la garderie !

Les enseignants ont besoin d'être davantage soutenus et reconnus.

Au quotidien, à Bobigny, les professeurs sont écartelés entre le souci de traiter l'ensemble des programmes et celui de ne perdre personne en route. En général, par manque de temps et de dispositifs adaptés, ils ne parviennent à atteindre aucun de ces deux objectifs, ce qui, moralement, est très difficile à vivre. Ils effectuent leur mission dans des conditions souvent pénibles et ils ne se sentent pas suffisamment reconnus et soutenus par leur hiérarchie. Au contraire, lorsqu'ils ont l'imprudence de dire qu'ils n'arrivent pas à aider efficacement leurs élèves et qu'ils aimeraient pouvoir travailler dans de meilleures conditions, en plus petits groupes, avec plus de temps pour mener à bien des projets ou faire de la méthodologie, **leurs supérieurs hiérarchiques leur rétorquent qu'ils ne manquent pas de moyens : c'est simplement qu'ils ne font pas bien leur travail !** Eh bien, que les inspecteurs viennent prendre en main nos classes pendant quelques semaines pour nous montrer, concrètement, comment il faut faire !

La Seine-Saint-Denis, un département « comme les autres » ?

Dernièrement, une délégation d'enseignants et de parents reçue dans votre ministère s'est entendue dire que la Seine-Saint-Denis n'est qu'un département « *comme les autres* ». **L'administration feint d'ignorer un contexte social, économique et culturel qui n'échappe pourtant à personne.** Tout le monde sait qu'il y a, dans nos classes, beaucoup d'enfants issus de familles non-francophones. Ils sont pénalisés, dès la maternelle, par ce handicap linguistique. Cette réalité constitue à la fois un casse-tête et un crève-cœur pour des maîtres qui sont impuissants à les aider efficacement dans des classes trop chargées et avec des dispositifs d'aide individualisée quasi-inexistants. Par ailleurs, beaucoup de parents, fragilisés socialement, ne sont pas en mesure d'épauler efficacement leurs enfants dans leur scolarité. **Ces élèves chahutés par la vie accumulent, d'année en année, de graves lacunes qui se stratifient peu à peu.**

Résultat : à leur entrée en 6^{ème}, beaucoup de nos élèves n'ont pas les bases élémentaires pour fournir le travail qu'on attend normalement d'un collégien. Cela génère souffrance et frustration chez ces jeunes. Certains deviennent apathiques. D'autres refusent de fournir le travail qu'on attend d'eux : ils préfèrent avoir 0/20 pour une copie blanche plutôt que de s'exposer à collectionner des résultats médiocres. D'autres encore se réfugient dans l'amusement perpétuel. D'autres, enfin, laissent éclater leur hargne contre une institution scolaire qui les malmène depuis leur plus jeune âge. Faut-il rappeler que ces jeunes décrocheurs cohabitent dans nos classes avec de « vrais élèves », qui sont pénalisés à chaque heure de cours par l'agitation ambiante et par le temps perdu à faire de la discipline ? **Soyons francs : qui, au ministère, accepterait de scolariser ses propres enfants dans une école où même les élèves studieux et de bonne volonté sont pénalisés par le chaos ambiant ?**

Vous avez dit « éducation prioritaire » ?

La communication ministérielle voudrait faire croire à l'opinion publique que de gros efforts sont actuellement déployés pour promouvoir l'égalité des chances dans les Réseaux d'Éducation Prioritaire. La réalité à laquelle nous sommes confrontés à Bobigny dément catégoriquement cette opération de marketing politique. **La vérité, c'est qu'on demande aux enseignants qui travaillent**

en REP de faire toujours mieux et autrement avec de plus en plus d'élèves et de moins en moins de moyens. Mais comme ils n'ont pas de baguette magique, ils se trouvent démunis face à des injonctions de plus en plus folles. Les cadres de l'administration qui organisent le désastre depuis leurs bureaux de la rue de Grenelle sont-ils à ce point déconnectés du réels pour ignorer les ravages que leur gestion, froidement comptable et à courte vue, produit dans nos classes ?

Depuis des années, nos écoles, bien que situées en « REP », ont été mises à la diète.

Pour faire des économies, des technocrates ont planifié un assèchement progressif de tous les moyens spécifiques qui nous avaient été alloués par le passé pour venir en aide aux enfants les plus en difficulté. On a supprimé les RASED, le travail en demi-groupes n'existe quasiment plus... Certes, en REP, il n'y a « que » 23 élèves par classe à l'école primaire, et 25 élèves par classe en collège. On nous présente ça comme une faveur, alors que cette barre correspond juste à la moyenne nationale ! **Elle est où, la « priorité » ? Ils sont où, les moyens supplémentaires ?**

Le bon sens et l'esprit de justice voudraient que l'on donne plus à ceux qui ont moins. Or, **vous savez comme nous, Mme la Ministre, que la scolarité d'un élève en REP coûte bien moins cher à la nation que celle d'un élève de classe prépa !** La République s'accommode visiblement de cet état de fait qui ne semble choquer personne dans les sphères dirigeantes. Ici, à Bobigny, les gens ne sont pas dupes : ils ont parfaitement compris qu'il existe bel et bien, en France, une école à deux vitesses et qu'on ne traite pas les élèves du 7^{ème} arrondissement de Paris de la même façon que ceux des quartiers populaires.

Nos enfants méritent mieux qu'une école low-cost !

A cette pénurie chronique de moyens qui asphyxie nos écoles, nos collèges et nos lycées s'ajoute le scandale des classes privées de maîtres. Comme vous le savez nécessairement, une étude a montré que si l'on additionne le nombre d'heures de cours perdues, faute de professeurs, de la maternelle au lycée, les élèves de Seine-Saint-Denis perdent en moyenne l'équivalent d'une année de scolarité ! C'est inadmissible ! A Bobigny, cette année, on recense de nombreux cas d'élèves qui n'ont pas pu aller en classe pendant plusieurs semaines, voire pendant plusieurs mois, parce qu'il n'y avait pas d'enseignants affectés pour assurer les cours. **Où est passée l'obligation scolaire ?**

Non à la pratique du « mal-remplacement » !

Affecter des enseignants dans les classes, ce n'est pas simplement boucher des trous dans un organigramme ! Lorsqu'un maître est contraint de s'absenter, à Bobigny comme partout ailleurs en France, il faut impérativement que, dans les plus brefs délais, l'Institution scolaire soit en capacité de placer face aux élèves de « vrais » enseignants formés, aptes à tenir leurs classes et à dispenser un enseignement de qualité et non des personnels précaires recrutés à la hâte et dans des conditions douteuses ! On n'avait jamais vu ça, ou en tout cas, pas dans de telles proportions ! Des vacataires recrutés à Pôle emploi et catapultés face aux élèves sans aucune préparation au métier d'enseignant... Ce type de situations n'existe pas – nous en sommes convaincus – dans les établissements des beaux quartiers parisiens. **Comment ne pas ressentir la banalisation chez nous, en Seine-Saint-Denis, de cette pratique comme une forme de mépris social pour nos familles ?**

Alors, trop, c'est trop !

Nos enfants ont droit, autant que d'autres, à un enseignement de qualité !

Si nous demandons des moyens supplémentaires pour les écoles, les collèges et les lycées de Bobigny, ce n'est pas un caprice : c'est une nécessité ! Nous aimons l'école publique et nous voulons qu'elle soit capable d'aider nos enfants à apprendre et à grandir pour qu'ils deviennent des citoyens libres et responsables.

C'est pourquoi, demain, mardi 5 mai nous, parents d'élèves, professeurs des écoles, des collèges, des lycées de Bobigny, nous organisons une journée « école déserte » pour alerter l'opinion publique et les décideurs sur la dégradation dramatique de l'école publique dans nos banlieues.

Qu'on se le dise : on ne se contentera pas de quelques rustines ou d'un petit lot de consolation ! **Pas question non plus de déshabiller Pierre pour habiller Paul** : nous sommes tous solidaires et nous ne voulons plus que l'administration se contente d'enlever quelques heures à un établissement pour les donner à celui d'à-côté !

Dès 10h, nous serons présents devant les locaux de la DSDEN pour faire entendre notre voix. Puis, à midi, nous irons pique-niquer devant la Préfecture de Bobigny : **si l'administration n'est pas en mesure de répondre à nos attentes, c'est à l'État de prendre les décisions budgétaires qui s'imposent.**

Signataires :

Hélène Adnane-Grèverie, professeur au collège Pierre Sémard
Cécile Aissaoui, professeur des écoles à l'école maternelle Marcel Cachin
Nelly André, parent d'élève au collège Jean-Pierre Timbaud
Etienne Arnould, professeur au Lycée Louise Michel
Laurence Audry, parent d'élève à l'école Paul Langevin
Géraldine Belgacem, parent d'élève au collège République
Kamel Belkebla, CPE au lycée Louise Michel
Alain Bénel, professeur au lycée Louise Michel
Mounir Boutar, parent d'élève à l'école Paul Langevin.
Aurélien Braillard, professeur au collège Pierre Sémard
François Brindejanc, professeur au lycée Louise Michel
Fantine Chevallier, parent d'élève à l'école Paul Langevin
Véronique Decker, directrice de l'école primaire Marie Curie
Elodie Fiorentini, professeur des écoles à l'école maternelle Louise Michel
Virginie François, parent d'élève à l'école maternelle Victor Hugo
Ulysse Gadiou, professeur au lycée Louise Michel
Isabelle Gaffé, parent d'élève à l'école maternelle Berlioz
Ivanne Galant, professeur au Lycée Louise Michel
Christelle Gasnier, parent d'élève au collège Pierre Sémard
Christine Girard, professeur des écoles à l'école primaire Paul Eluard
Romain Growas, professeur des écoles à l'école primaire Georges Valbon
Pauline Guittot, professeur au collège Jean-Pierre Timbaud
Nathalie Harabagiu, parent d'élèves à l'école maternelle et élémentaire Marcel Cachin
Matthieu Huin, professeur au collège Pierre Sémard
Elodie Julliot, professeur au collège Auguste Delaune
Chloé Lacoste, professeur au collège République
Sylvie Lamon, parent d'élève au collège Pierre Sémard
Sophie Levu, professeur au collège Pierre Sémard

Catherine Longevialle, professeur au collège Pierre Sémard
Chahira Maatoug, parent d'élève au collège Jean-Pierre Timbaud
Sabrina Mahamdi, ZIL dans les écoles de Bobigny
Véronique Mailliet, professeur des écoles à l'école Marie Curie et parent d'élève
Hugo Mangin, professeur au collège Pierre Sémard
Miriam Méghaizerou, professeur au lycée Louise Michel
Aurore Monet, professeur au collège Pierre Sémard
Sophie Mourice, professeur des écoles à l'école maternelle Louise Michel
Katy Ndiaye, parent d'élève au lycée Costes et au collège Jean-Pierre Timbaud
Gaëtan Page, professeur au lycée Louise Michel
Aude Paul, professeur au lycée Louise Michel
Marie Poupardin, professeur au collège Pierre Sémard
Anne Reverter, professeur au collège Pierre Sémard
Séverine Rouchy, parent d'élève au collège Jean-Pierre Timbaud
Lydia Routhier, parent d'élève au collège Pierre Sémard
Christina Silva, parent d'élève à l'école élémentaire Paul Vaillant Couturier
Jessica Simoes, parent d'élève à l'école maternelle Anne Frank
Henri Simonneau, professeur au lycée Louise Michel
Christel Suraud, documentaliste au collège Pierre Sémard
Eudes Thouand, professeur au lycée Louise Michel
Dorian Tochot, professeur au collège Pierre Sémard